

**EXEMPLES DE COURRIERS D'OPINION  
CHEFS DE TPE – PME  
MAI-JUIN 2015**



**COURRIER - Service de la Correspondance Présidentielle**

Message du : 31 mai 2015  
Enregistré le : 1 juin 2015

Requérant : D044170  
Affaire : 2015-00159450

Références de l'internaute

Nom	LEFIN Catherine APPT 201
Adresse	22 QUAI DE TOUNIS 31000 TOULOUSE
e-mail	chdlm31@gmail.com
Thème	

**MESSAGE**

Monsieur le Président,

Ingénieur de formation, en 2008, j'ai quitté une situation professionnelle (vraiment) très confortable pour créer ma petite entreprise... Celle-ci connaît depuis deux ans une très forte évolution et de 4 personnes début 2013 nous sommes maintenant 11, bientôt 13.

Ce n'est pas à vous que je vais apprendre que dans des moments de très forte croissance le BFR augmente considérablement et la trésorerie souffre. Les banques ne financent pas le haut de bilan, c'est bien connu.

Alors quand j'ai vu apparaître sur le compte de l'entreprise un virement de presque 10000 € de CICE, Monsieur le Président, je vous dis simplement "Merci". Un grand merci au nom de mes 10 collaborateurs, dont 9 sont handicapés.

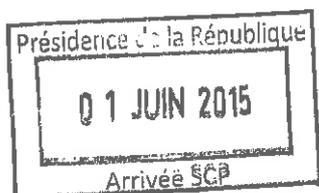
Les médias ne cessent de mettre à mal votre politique. Et pourtant, nous, les "vilains" patrons de TPE/PME représentons le coeur et l'âme de l'économie française. C'est nous qui embauchons. Nous n'avons aucun parachute doré. Nous mettons toutes nos économies dans notre entreprise, nous prenons tous les risques, nous travaillons 70 h/sem, nous sacrifions notre salaire à la moindre tempête de trésorerie et en cas d'échec, nous n'avons droit à aucun chômage, aucune indemnité, comme si nous étions les seuls responsables.

Alors, oui, Monsieur le Président, continuez à nous aider, c'est vous qui êtes dans le vrai. Aidez-nous à embaucher, et vous verrez dans 2 ans ceux qui ironisent de vous aujourd'hui riront un peu moins.

Bien cordialement,

Un petit patron parmi tant d'autres !

Mlle Virginie Perattone  
2380, chemin d'Arras  
Lieudit "Chantegrillet"  
01600 Trévoux  
Tél. 04 74 00 11 62  
perattone.virginie@neuf.fr



**Monsieur le Président  
de la République**  
Palais de l'Elysée  
55, rue du faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS

Trévoux, le 26/05/2015

Bonjour Mr le Président,

Je me décide à vous écrire pour vous exprimer notre ras-le-bol :

En mai 2001, mon conjoint et moi-même nous avons monté une entreprise de paysagiste.

A l'heure actuelle, nous avons 4 ouvriers, 1 apprenti et un stagiaire ; nous avons du travail en abondance, il nous arrive même d'en refuser tellement qu'on a de demandes, ce qui est rare de notre époque ; on aurait besoin d'embaucher 1 ou 2 personnes de plus, cependant avec toutes les charges qu'on verse tous les mois, on n'y arrive plus. L'argent rentre et ressort aussitôt, il nous arrive parfois de nous dire qu'on va tout arrêter parce qu'on ne sait pas pourquoi l'on travaille ! mon mari fait des heures à n'en plus finir pour en fin de compte n'avoir plus de trésorerie.

Peu à peu tous les artisans perdent leur entreprise, ce qui veut dire des salariés qui se retrouvent du jour au lendemain sans travail, je trouve aberrant que l'état nous assomme des toutes ces charges, que va devenir la France, au lieu de nous aider, on nous enfonce !!!

Quand je pense à toutes les économies que pourraient l'état, déjà en supprimant tous les avantages des anciens présidents et 1ers ministres, entre autres, car il y aurait une liste phénoménale de dépenses inutiles... Mais non, c'est nous les petits qui devons travailler tout notre vie pour rien avoir à la fin.

Je me doute que d'être Président n'est pas chose facile, mais certaines décisions devraient être prises à la racine et pour l'instant ce n'est pas le cas, la France décline peu à peu. Les entreprises ferment -> augmentation de chômage pendant que des personnes vivent la grande vie sur le dos de l'état : ceci est paradoxal et déroutant.

Je vous remercie d'avoir pris le temps de lire cette lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

V. PERATTONE



**COURRIER - Service de la Correspondance Présidentielle**

Message du : 1 juin 2015  
Enregistré le : 1 juin 2015

Requérant : **D044358**  
Affaire : 2015-00160192

Références de l'internaute

Nom	NIEMANN Laurent
Adresse	51 RUE DE LA CIMAISE 59650 VILLENEUVE-D'ASCQ
e-mail	laurent@oceacub.com
Thème	

**MESSAGE**

Monsieur le Président,

Je suis Directeur d'Exploitation d'une PME sur le secteur de la remise en forme. Ce petit club de fitness qui était quasiment seul sur sa zone de chalandise sur Lille lors de sa création en 2001 est un témoin privilégié de la transformation de ce secteur d'activité.

En effet, marqué au fer rouge par les banques, les clubs de remise en forme dits "classiques" - comprenez qui proposent principalement des activités en groupe encadrées par des éducateurs diplômées d'Etat - ne bénéficient d'aucun financement ni privé ni public et font face à une explosion des clubs dits "low cost". Les banques privées préfèrent effectivement ces modèles basés quasiment sur une offre en matériel uniquement tout en ne proposant au mieux que des cours sur écran.

Le problème est donc simple : plutôt que de découvrir l'activité sportive par des activités groupées et encadrées qui le mène vers le succès, le consommateur, dont le critère numéro 1 est de choisir la proximité, découvre l'activité fitness via des offres commerciales bien calibrées et parfois proches de l'escroquerie en se retrouvant ensuite seul à l'abandon au milieu d'un parc de machines qu'il abandonne très vite.

Les clubs classiques souffrent ainsi face à cette concurrence qui n'embauche pas et

n'assume pas les charges importantes sur l'emploi.

Fort de ce constat, quelle politique envisagez-vous ? Le sport a toujours été en France une activité de second rang. Pourtant aujourd'hui, encadrer ce secteur d'activité peut être un véritable levier sur l'emploi, sans compter son poids sur l'économie.

Alors que la faible représentation syndicale du secteur réclame maladroitement une adaptation du taux de TVA, j'aimerais m'entretenir avec vous sur ces problématiques et d'autres perspectives qui permettent de privilégier les clubs qui investissent sur l'emploi plutôt qu'un parc de machines. Je serais même prêt à intégrer un groupe de réflexion afin d'établir une politique d'accompagnement du secteur qui ne représente pas un coût supplémentaire pour le budget de l'Etat, éventuellement en s'associant à la politique de santé publique qui a prouvé en Alsace l'efficacité de la remise en forme sur les économies de santé.

Dans l'espoir de vous lire ou de m'entretenir avec vous, je vous prie d'agréer mes salutations distinguées et mes souhaits les plus sincères sur l'inversion de la courbe du chômage.

Cordialement,

Laurent NIEMANN

Ocea



**COURRIER - Service de la Correspondance Présidentielle**

Message du : 26 mai 2015  
Enregistré le : 27 mai 2015

Requérant : C048527  
Affaire : 2015-00155007

Références de l'internaute

Nom	PROUVEZ Frédéric
Adresse	28 RUE DE LA MAIRIE 59169 ERCHIN
e-mail	duoconfort.59@orange.fr
Thème	

**MESSAGE**

Bonjour Mr Le Président

Je tiens à vous faire part de mon indignation en ce qui concerne le qualification QUALIBAT, comme je vous l'ai déjà écrit précédemment, j'ai effectué Le feebat en Novembre 2014 et Dossier remis en Février par Coprotec au Ets Qaulibat.

Je reçois un courrier comme quoi je passais en commission le 16/04/2015 et réponse dans les 30 jours. Je viens de les joindre par téléphone avec beaucoup de difficultés et sans problèmes venant d'eux ils me disent que mon dossier n'est pas passé en Avril mais passera en début Juin vu le nombre en attente. Si je ne l'ai avez pas eu je serait toujours sans nouvelles! Je viens vers vous pour vous dire que si cela deviens de plus en plus difficile de garder notre activité en place et de plus en plus de contrainte. Je pense fortement à arrêter mon activité car j'en ai plus qu'assez de faire les frais de décisions mal réfléchis. Vous imposez des dictats sans en mesurer les conséquences. Cela fait six années que j'ai crée ma petite société sans me ménager, sans repos ni vacances. Je pense largement contribuer à développer ma société cependant j'ai l'impression que actuellement le gros patronat comme le très petit et mis sur le même échafaud. Nous sommes entrain de mourir. Je vous demande de faire quelque chose rapidement, je n'ai plus la force de me battre !!! Cela fera 4 chômeurs de plus et peut-être même un SDF car je suis caution bancaire et je perdrais ma maison. Je pense le monde politique est déconnecter de la réalité. Quand va t-on écouter le petit peuple, ce n'est pas en montant les gens les uns contre les autres (projets de loi, représentant syndical pour TPE PME etc ...! Référents Travail Sécurité etc...) font que la France notre si beau pays va redémarré avec les tous les freins que vous mettez en place ! Cela ne va pas dans le bon sens Mr Le Président. Toutefois le FMI dit vrai en disant qu'il faut bouger maintenant pour une reprise certaine.

Cordialement

F Prouvez

Du Limousin, le 25 mai 2015.

Monsieur le président de la république,

JE SUIS INDIGNE.

Par la présente lettre, je viens vous faire part de mon ras le bol et de mon intention ferme et définitive de ne plus entreprendre dans ce pays. Constats d'injustices.

Ma banque n'a pas honoré mon paiement à l'URSSAF de Limoges par télépaiement.

Avant de recevoir un courrier de l'URSSAF, j'envoie un chèque pour m'acquitter de mes cotisations mensuelles. Suite à mon paiement, je reçois une lettre me réclamant une majoration de 89 euros.

Je fais une demande de remise à titre gracieux. Fin de non-recevoir. RAS LE BOL.

Il y en a marre des inégalités, il suffit de faire des lois pour nous asservir.

Revenez à la réalité soyez honorable. Napoléon disait : « Si les crimes et les délits augmentent, c'est une preuve que la misère s'accroît, que la société est mal gouvernée. Leur diminution est la preuve du contraire. » « Les grands orateurs qui dominent les assemblées par l'éclat de leur parole sont, en général, les hommes politiques les plus médiocres: il ne faut pas les combattre par des paroles, ils en ont toujours de plus ronflantes que les vôtres; il faut opposer à leur faconde un raisonnement serré, logique; leur force est dans le vague, il faut les ramener dans la réalité des faits: la pratique les tue. »

Pourquoi Total ne paie pas d'impôt sur les sociétés en France ? Moi je dois payer 89 euros à l'URSSAF, travailler sans vacances... Où sont nos droits face à vous les seigneurs politiques, fonctionnaires à vie richement privilégiés. Vous êtes devenu des saigneurs du peuple.

Agnès Saal, l'ex-présidente de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) dont les notes de taxi faramineuses avaient créé la polémique, n'est pas restée longtemps sur la touche. Haut fonctionnaire du corps des administrateurs civils, elle a retrouvé son ministère d'origine, celui de la culture. Sur le même sujet ses notes de taxi : Agnès Saal, la présidente de l'INA, contrainte à la démission, l'incroyable note de taxis de la patronne de l'INA, 40000 € de taxis de la patronne de l'INA : Fleur Pellerin réagit fermement ; Fleur Pellerin justifie la réintégration à la culture de l'ex-patronne de l'INA Agnès Saal est rattachée au secrétariat général du ministère avec un titre de « chargée de mission sur les questions de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ». Petite précision du quotidien du soir qui risque de faire grincer des dents : le poste « semble avoir été créé pour l'occasion »... **40 000 € de frais de taxi en dix mois, dont 6700 € dépensés par son fils.**

Les frais de l'ancienne garde des sceaux Rachida Dati **MINISTRE DE LA JUSTICE** chiffonnent la Cour des comptes.

Malgré les appels, notamment du PS, à « tirer les conséquences » de ses déboires fiscaux, l'ex-secrétaire d'Etat Thomas Thévenoud a annoncé ce lundi soir à l'AFP qu'il restait député mais quittait le PS, alors que son épouse a été « mise en congé, sans traitement » de son poste de chef de cabinet du président du Sénat.

« Après m'être entretenu ce lundi soir avec Jean-Christophe Cambadélis », le premier secrétaire du PS, « j'ai décidé de me mettre en **retrait** du Parti socialiste et donc du groupe SRC à l'Assemblée nationale (...) Mais je veux rappeler que l'enchaînement de négligences choquantes qui m'ont placé dans cette situation ne fait pas de moi un fraudeur (...) Mes électeurs de Saône-et-Loire seront mes seuls juges » lors des législatives de 2017. explique-t-il dans une déclaration écrite à l'AFP

Nous vivons « une pathologie des lois », une « crise de la loi », « des lois malade ».

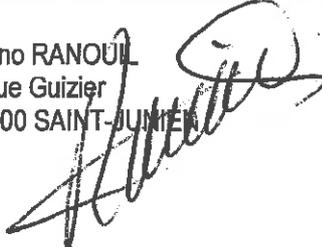
Je vous laisse lire ce qu'il est indiqué en marge de la lettre de l'URSSAF « IMPORTANT ».

Je vous dis qu'il est tant que le peuple souverain se soulève. Il faut à nouveau l'abolition des privilèges comme le 4 août 1789. Toute cette administration qui se traîne de confort sur notre dos use par le labeur asservi par des lois rigide pour le tiers état que nous sommes.

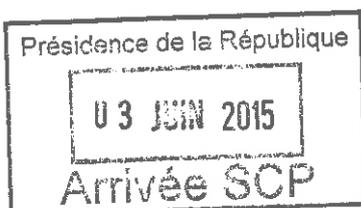
Rien n'est éternel et craignez le joug du peuple qui bien que ficelé par de pseudo liberté fini toujours par couper les liens intamés tissés par les puissants.

JE RESTE INDIGNE, une démocratie qui ne progresse pas est une démocratie qui va être détruite.

Bruno RANOUIL  
5, rue Guizier  
87200 SAINT-JUNIEU



B19920

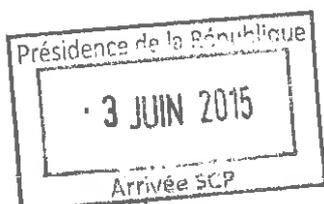


# La Ciboulette



RESTAURANT - TRAITEUR

Livraison à domicile



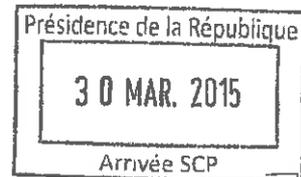
Yonico, Eco  
Bidos le 30 Mai 2015.

DUSOST

M<sup>r</sup> le Président de la  
République - François Hollande

Je me permets de vous écrire car je suis à  
mon compte depuis plus de 30 ans -  
Je vous écris car je crois que vous êtes un  
homme honnête et je veux vous parler d'une  
loi mise en place par votre prédécesseur  
Nicolas Sarkozy les auto entrepreneurs loi qui  
nuît à toutes les professions. et qui vote  
~~X'era en permission~~ Depuis quelques années  
la multiplication d'auto entrepreneur et travail  
au noir est effarant, nous les petites entreprises  
souffrons la concurrence déloyale, nous sommes  
obligés de payer des cotisations de plus en  
plus lourdes et des normes de plus en  
plus strictes.





Présidence de la République  
Palais de l'Élysée  
55 rue Faubourg Saint Honoré  
75008 PARIS

Dijon, le 20 mars 2015

Monsieur le Président de la République,

Je me permets de vous envoyer ce courrier pour vous faire part, malheureusement, de mon mécontentement grandissant ! Je suis artisan depuis le 1<sup>er</sup> avril 2003, je travaille seul... et beaucoup, et je me rends compte que plus le temps passe, plus je suis taxé de manière exponentielle. Ma situation devient de plus en plus précaire alors que je pensais avoir fait le plus dur au bout de plus de dix ans d'activités. Entre les impôts, les taxes d'habitation, les cotisations d'assurances qui gonflent de mois en mois et les loyers et factures d'énergie, je ne vois plus tellement de perspectives d'évolution pour le futur proche !

J'ai 44 ans, 2 enfants en bas âge et une femme fonctionnaire ; nous sommes toujours locataires car nous n'arrivons pas à trouver l'habitation qui nous convienne vu la flambée des prix de l'immobilier ces dernières années ! Je voudrais bien pouvoir laisser à mes enfants quelque chose pour les aider à démarrer dans leur vie mais je n'y crois plus trop !

Pouvez-vous donc me dire de manière concrète si le régime des indépendants (RSI) va être revu afin d'alléger enfin nos charges et de le rendre plus limpide ?!

Pouvez-vous me dire si vous avez un levier d'action sur les corporations d'assureurs qui augmentent leurs tarifs chaque année de plus de 7% (exemple : AXA mon assureur) et sur le marché de l'immobilier qui est fait pour l'instant uniquement pour enrichir ceux qui possèdent déjà des biens et réduire comme une peau de chagrin les projets de ceux qui ne possèdent encore rien ?! L'immobilier est devenu ces dernières années un sport national qui consiste à se faire une plus value systématique et conséquente sur la revente de son bien au détriment du nouvel acquéreur !

Je travaille minimum 50 heures par semaine, je paie mes impôts avec ma femme depuis des années sans jamais de retard et je me plie à toutes les nouvelles mesures sans broncher... mais je suis un être humain et j'ai une sensibilité et des limites. Je veux donc bien jouer le jeu, si contreparties il y a.

Je me demande donc parfois si je ne devrais pas cesser mon activité et faire en sorte de vivre au crochet de la société ? Ce serait moins fatigant pour moi et je ne vivrais peut-être guère plus mal !...

Merci de prendre en compte mon mécontentement et mes désillusions.

Par ces temps moroses, une petite dédicace en retour me ferait le plus grand plaisir, cela signifierait que vous avez lu personnellement ce courrier.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, mes salutations distinguées.

Denis Plénat

D99546  


503410  
Eco

Maic SAUZÉ  
ST Pierre de COLE  
La Rivière  
24900 ST Pierre de COLE



Le 21/05/15

OBJET : Lettre à Monsieur le président de la République concernant le calcul des charges du RSI

Monsieur le président de la République, je me permet de vous écrire pour vous exprimer mon ras le bol, je suis artisan depuis bientôt 5 ans et je me rend compte que finalement mes charges sont autant élevées que mon bénéfice avec ce mode de calcul dur dur pour un artisan. Je termine le remboursement de mon prêt l'année prochaine (Février) et compte partir à l'étranger (CANADA, ANGLETERRE) le calcul des charges dans ces pays est bien différent. Le RSI me propose des aides, sachez que j'ai créé mon job se n'est pas pour être aidé je voulais simplement dire que mes charges baisseraient de moitié j'embaucherais demain un apprenti, ma question est très simple, **QUE FAITES VOUS ?**

Vous remerciant pour l'intérêt que vous porterez à ma simple question. Je vous prie d'agréer, Monsieur le président de la République l'expression de mes sentiments très respectueux

PS: J'ai voté pour vous et ne sais pas si il votera encore.